

John Carter Brown
Library
Brown University

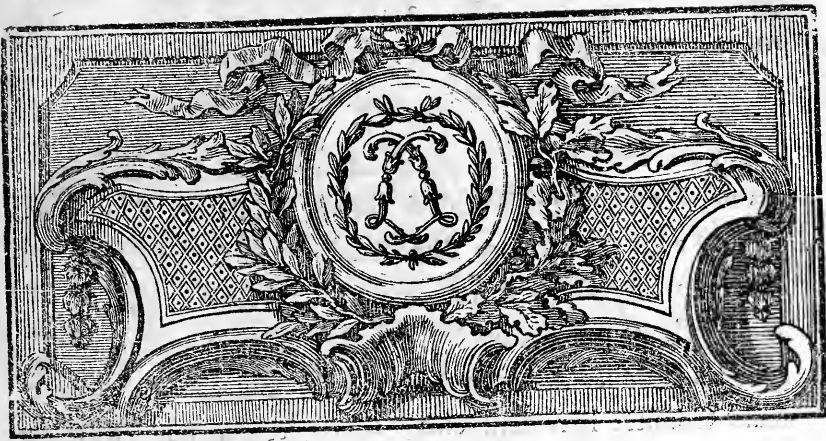
Acquired with the assistance of the

Sophia Augusta Brown
Fund

JOHN CARTER BROWN LIBRARY

4
ci-dessus, être procédé à de nouvelles élections, dans les lieux où elles se trouveront faites.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contre-signer cédites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le sceau de l'État. A Paris, le troisième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le seizième.
Signé LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, DE SAINT-PRIEST. *Visa* + L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX. Et scellées du sceau de l'État.



LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, du 11 Février
1790, concernant la détermination de la valeur locale
de la journée de travail, d'après laquelle doit se former
la liste des Citoyens actifs.*

Données à Paris le 12 Février 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi
constitutionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS:
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT.
L'Assemblée Nationale a déclaré, le 11 de ce mois,
en conformité de l'article IV du Décret du 2 dudit

mois, par Nous accepté, & Nous déclarons & ordonnons ce qui suit :

LA détermination de la valeur locale de la journée de travail, d'après laquelle doit se former la liste des Citoyens actifs, a dû & doit être faite définitivement, dans les lieux où les anciens Officiers municipaux sont restés en possession des fonctions municipales, par ces Officiers, conjointement avec les Comités librement élus, & par-tout ailleurs par les seuls Comités librement élus, sans que qui que ce soit puisse élever aucune réclamation contre cette détermination, pourvu néanmoins qu'aux termes du Décret du 15 Janvier dernier, par Nous accepté, elle n'excède pas Vingt sous pour chaque journée de travail.

A l'égard des Communautés où il n'y a point d'Officiers municipaux, ni de Comités, l'évaluation de la journée de travail sera faite par les Syndics, Collecteurs, Consuls, Trésoriers, ou autres faisant les fonctions municipales, sous quelque dénomination que ce soit, sans qu'on puisse induire des Présentes qu'il y ait lieu de recommencer aucune des Elections qui se trouveront faites.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les Présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume.

En foi de quoi Nous avons signé & fait contre-signer
cesdites Présentes , auxquelles Nous avons fait apposer
le sceau de l'État. A Paris , le douzième jour du mois
de Février, l'an de grâce mil sept-cent quatre-vingt-
dix , & de notre règne le seizième. *Signé* LOUIS.
Et plus bas , Par le Roi , DE SAINT - P^RIEST.
Et scellées du sceau de l'État.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCC. XC.

06-30

THESE THINGS ARE NOT TO BE
REPRODUCED OR TRANSMITTED IN ANY
FORM OR BY ANY MEANS, ELECTRONIC
OR MECHANICAL, INCLUDING PHOTOCOPYING,
RECORDING, OR BY ANY INFORMATION
STORAGE AND RETRIEVAL SYSTEM, WITHOUT
PERMISSION IN WRITING FROM THE
PUBLISHERS.



LETTRES PATENTES DU ROI,

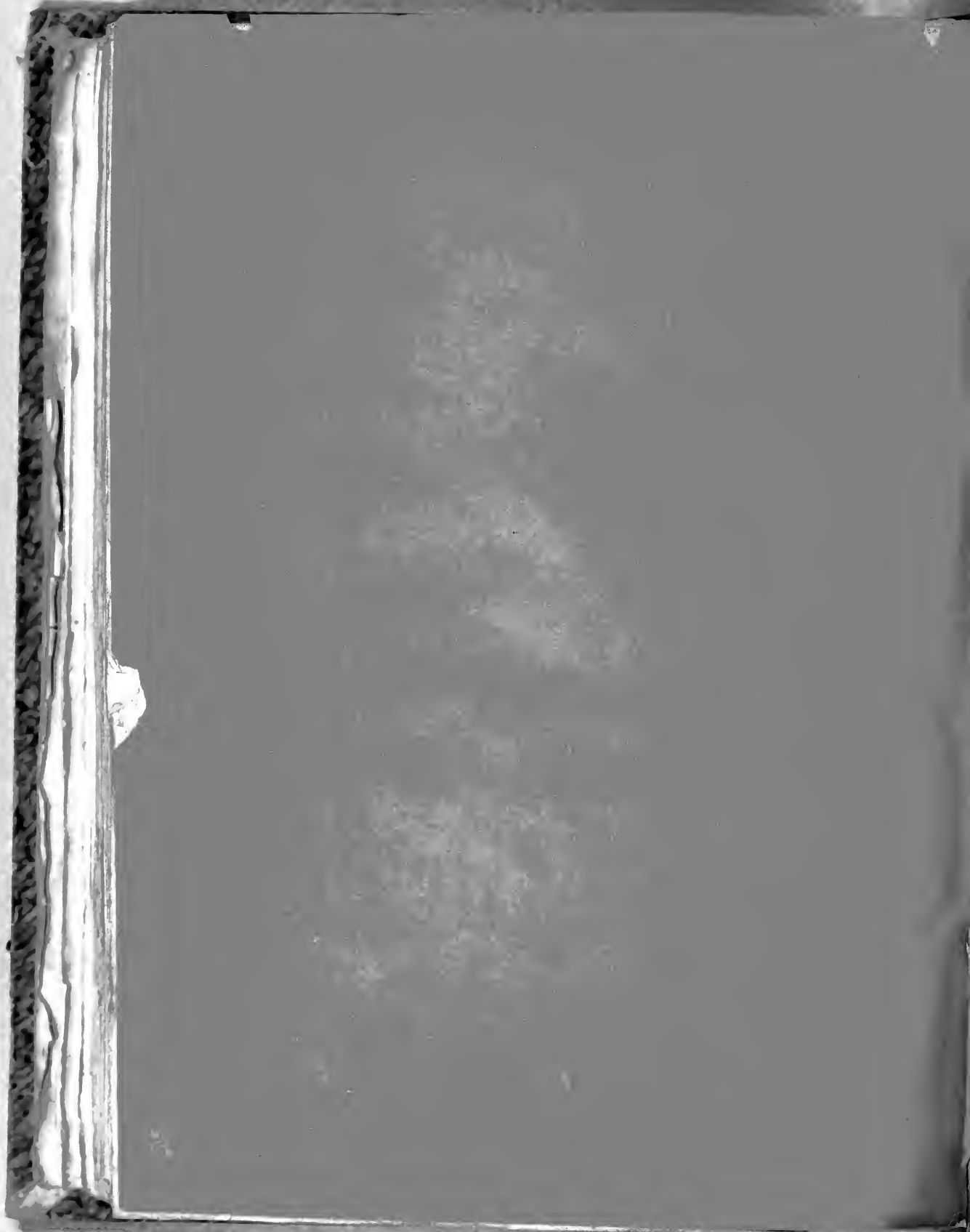
*Sur un Décret de l'Assemblée Nationale, du 11
février, relatif aux délibérations des Assemblées
représentatives, municipales & administratives.*

Du 26 Février 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi
constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS.
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront;
SALUT. L'Assemblée Nationale a décrété le 11
de ce mois, & Nous voulons & ordonnons ce
qui suit :

TOUTES les délibérations des Assemblées représen-
tatives, municipales & administratives, seront rédigées &
signées, Assemblées ou Conseils tenant, & contiendront
les noms de tous les délibérans.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux,



ER
F-355
178
1
1-5/28
V-1

